

Comment fonctionne la présidence du Conseil de l'Union européenne ?

La France occupera la présidence tournante du Conseil de l'UE au premier semestre 2022. Ses contacts avec les présidents des autres institutions européennes (Parlement, Commission, Conseil européen) vont s'en trouver démultipliés.



[Projection du drapeau européen sur la façade de l'opéra Garnier. Bruno Levesque/IP3 PRESS/MAXPPP](#)

Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet, la France pays fondateur occupera la présidence du Conseil de l' [Union européenne](#) (UE), après la Slovénie et avant la République tchèque. Une période qui représentera un semestre hors du commun pour l'Hexagone marqué, en plus, par la [présidentielle](#) d'avril. Car occuper la présidence du Conseil de l'UE (et non pas « présider l'Europe »...) va de pair avec une série de responsabilités auxquelles il est impossible de déroger sous peine d'agacer. Car hériter de ce poste clé, c'est aussi...

1 ► Devenir l'épicentre du Conseil de l'UE

Pendant la [présidence française du Conseil de l'UE \(PFUE\)](#) , la nouveauté pour Paris, ce sera d'avoir la main sur l'agenda des [travaux](#) des ministres. « *La France ne sera plus un État parmi les 26 qui n'ont pas la présidence et qui poussent leurs priorités en essayant de faire le moins de concessions possible, là, elle devra accorder 27 violons* » , expose Eric Maurice, responsable du [bureau](#) de Bruxelles de la [Fondation](#) Robert-Schuman.

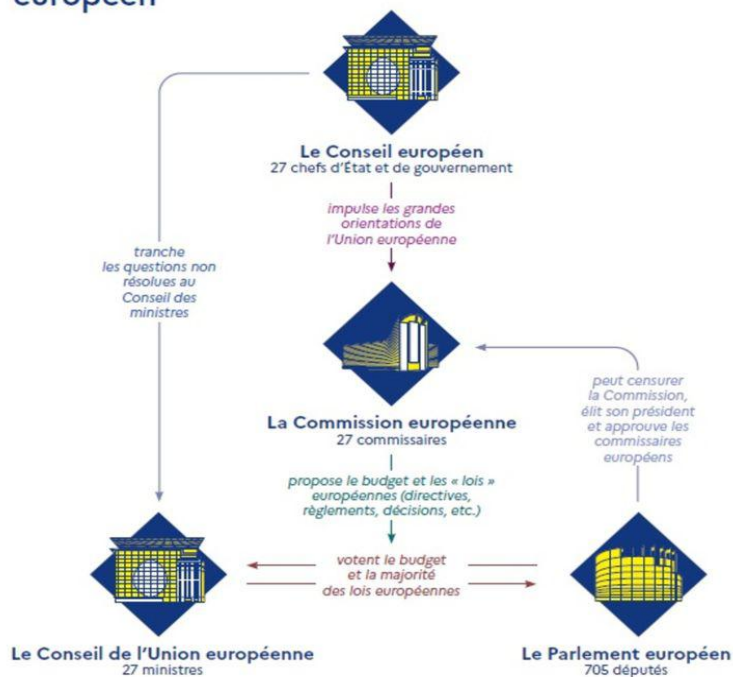
Paris peut mettre en avant ses priorités, mais si elles ne parviennent pas à convaincre et qu'en six mois les désaccords au sein du Conseil de l'UE sont légion, la PFUE sera considérée comme un échec. Un scénario que la France veut éviter à tout prix.

2 ► Convaincre le Parlement

Aussitôt le coup d'envoi de la PFUE donné, [Emmanuel Macron](#) s'exprimera devant le [Parlement européen](#) . « *Le président défend une Europe sociale, écologique et solidaire* » , résume l'eurodéputée Valérie Hayer, convaincue que « *s'il place cette vision positive mais lucide de l'Europe au coeur de son discours, il sera audible bien au-delà des bancs de Renew Europe.* »

« *Nous avons toujours des contacts étroits avec le Parlement, mais cet état de fait est décuplé par les responsabilités spécifiques qui s'imposent à nous pour ces prochains six mois* » , estime un diplomate français. Là encore, le rôle du Parlement co-législateur au même titre que le Conseil de l'UE - est central pour que Paris puisse accrocher des trophées à son tableau de chasse.

Le processus décisionnel européen



Le processus décisionnel européen / Europe2022.fr

3 ► Garder un oeil sur ce « grand frère » nommé Conseil européen

Attention, la France occupera la présidence du Conseil de l'UE, mais pas celle du [Conseil européen](#) qui réunit les dirigeants européens. Cela fut le cas jusqu'en 2008, mais depuis, l'État membre aux manettes n'anime plus les sommets. Désormais, l'incontournable [Conseil européen](#) a son propre président : l'ex-premier ministre libéral belge Charles Michel.

« On est dans une configuration où politiquement et personnellement, il y a des affinités entre Charles Michel et Emmanuel Macron, les deux pouvant tout à fait coopérer », analyse Eric Maurice. Mais pour définir les orientations politiques de l'Europe, le Conseil européen reste seul maître à bord.

4 ► Coopérer avec la Commission, surtout à mi-mandat

La [Commission](#) est l'institution qui propose les futures lois de l'Union, et la PFUE intervient dans une période de « *pic législatif* » selon le terme utilisé par le diplomate français, puisque la Commission d'Ursula von der Leyen a entamé ses travaux fin 2019. En clair, depuis lors, elle a mis sur la table une multitude de textes, et ce n'est pas fini. Ainsi, la PFUE aura à traiter pas moins de 250 textes législatifs. Mieux vaut donc travailler en bonne intelligence avec la Commission (mais aussi avec le Parlement et les États) afin d'avoir une « *organisation logique, intellectuelle et tactique sur chaque dossier* », confirme la même source.

Quant à Josep Borrell, à la tête du Service européen d'action extérieur (SEAE), « *il a des vues assez proches de celles de la France concernant les ambitions géopolitiques européennes* », note Eric Maurice. Ce qui ne sera pas pour déplaire, à Paris.